Fuir la justice. Le destin agité de Jacques Dugé de Bernonville, milicien, Waffen-SS français, de l'Espagne au Brésil en passant par le Québec (1944-1972)

*Escape justice. The turbulent life of Jacques Dugé de Bernonville, officer in the
Milice, French Waffen-SS, from Spain to Brazil over Québec (1944-1972)*

*Justitie ontvluchten. Het turbulente leven van Jacques Dugé de Bernonville,
officier in de Milice, Franse Waffen-SS, van Spanje naar Brazilië over Québec
(1944-1972)*

Bernard Krouck

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/temoigner/4554>

DOI : 10.4000/temoigner.4554

ISSN : 2506-6390

Éditeur :

Éditions du Centre d'études et de documentation Mémoire d'Auschwitz, Éditions Kimé

Édition imprimée

Date de publication : 2 mai 2016

Pagination : 136-145

ISSN : 2031-4183

Référence électronique

Bernard Krouck, « Fuir la justice. Le destin agité de Jacques Dugé de Bernonville, milicien, Waffen-SS français, de l'Espagne au Brésil en passant par le Québec (1944-1972) », *Témoigner. Entre histoire et mémoire* [En ligne], 122 | 2016, mis en ligne le 30 septembre 2021, consulté le 03 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/temoigner/4554> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/temoigner.4554>

Fuir la justice

Le destin agité de Jacques Dugé de Bernonville, milicien, *Waffen-SS* français, de l'Espagne au Brésil en passant par le Québec (1944-1972)

→ Par **Bernard Krouck**,
Institut d'Études politiques de
Paris

Si le nom du milicien Paul Touvier¹ (1915-1996) est connu du public français et européen en raison des scandales de sa fuite et de son errance protégées par certains courants monastiques de l'Église catholique française, celui de Jacques Dugé de Bernonville mériterait d'être aussi connu. Car si les « carrières » des deux miliciens sont proches, l'un, Touvier, fit le choix de rester en France tandis que son « collègue » préféra franchir les frontières, voire les océans, pour échapper à la justice de la Libération et à une peine capitale certaine.

Cette histoire reste donc peu connue, sauf au Canada, et particulièrement au Québec, où elle donna lieu à de vives controverses politiques et intellectuelles, entre 1948 et 1951. Ces controverses ont fait la matière d'un livre passionnant et documenté du journaliste canadien Yves Lavertu² en 1994.

Dans l'histoire de Jacques Dugé de Bernonville, il y a d'abord un contexte familial et social bien précis. Celui qui se fera appeler « Comte Jacques de Bernonville » est né à Auteuil, quartier privilégié de Paris, le 20 décembre 1897. Sa famille n'était pas noble, mais appartenait à la « bourgeoisie ancienne », cette couche sociale qui exerçait déjà des responsabilités avant la Révolution française, en relation avec la monarchie et l'aristocratie, et dont un bel exemple est la famille de Jules Barbey d'Aurevilly, écrivain catholique et monarchiste du XIX^e siècle originaire de Saint-Sauveur-le-Vicomte, dans le Cotentin. Avec les Dugé de Bernonville, on trouve une lignée bourgeoise et catholique ancienne originaire de l'Aunis, c'est-à-dire du nord des Charentes, une région politiquement radicale-socialiste et en partie protestante. La famille Dugé, montée à Paris, inscrit son fils chez les Jésuites et le jeune Jacques ira à la messe chaque jour pratiquement toute sa vie. Les Dugé vivent dans une certaine aisance. Le père est polytechnicien et ingénieur hydrographe de la Marine nationale.

(1) Laurent Greilsamer et Daniel Schneidermann, *Un certain Monsieur Paul. L'affaire Touvier*, Paris, Fayard, 1989.

Claude Moniquet, *Touvier, un milicien à l'ombre de l'Église*, Paris, Plon, 1989.

Olivier Orban et Sorj Chalandon, « Paul Touvier, une haine s'est éteinte », *Libération*, 18 juillet 1996.

(2) Yves Lavertu, *L'affaire Bernonville, le Québec face à Pétain et à la Collaboration (1948-1951)*, Montréal, VLB, 1994.

Pendant la Première Guerre mondiale, Jacques Dugé de Bernonville fut engagé volontaire dans les Chasseurs alpins, où il est nommé lieutenant. Il termine la guerre avec le grade de commandant. Croix de guerre, il fut aussi le plus jeune officier de la Légion d'honneur à titre militaire du conflit. Il combat ensuite en Syrie au moment de l'insurrection druze (1925-1926), alors que la France occupait le pays au titre d'un mandat reçu de la Société des Nations. Il en revient Commandeur de la Légion d'honneur.

Mais ses engagements politiques entravent sa carrière. En 1926, il est arrêté pour menées royalistes comme militant de l'Action française, le mouvement d'extrême droite royaliste de Charles Maurras et Léon Daudet, dissous en février 1936. Il rejoint la Cagoule³, un mouvement clandestin d'extrême droite qui apparaît en mai 1936 en opposition au gouvernement du Front populaire de Léon Blum et organise un coup d'État dans la nuit du 15 au 16 novembre 1937. Impliqué dans ce complot, il est incarcéré quelques mois, puis relâché faute de preuves.

La guerre éclate le 3 septembre 1939. Dugé de Bernonville est chef de bataillon du 102^e bataillon des Chasseurs alpins. Et c'est ce héros de deux guerres, couvert de décorations, mais aussi fortement marqué à l'extrême droite, une extrême droite hostile à la République et ne répugnant pas à la violence, qui va sombrer peu à peu dans la Collaboration active et brutale. Celle de la Milice et des *Waffen-SS* français.

ITINÉRAIRE D'UN COLLABO ORDINAIRE

Dugé de Bernonville se rend à Vichy dès les premiers jours du nouveau régime, il s'intéresse à la politique d'encadrement de la jeunesse que Pétain souhaite mettre en place. Il participe à la mise en place de la Légion française des combattants, en compagnie d'Abel Bonnard, qui sera ministre de l'Éducation du régime de Vichy.

© Ceges (n° 89214)

– Jacques de Bernonville, secrétaire général de la Phalange africaine (novembre 1942).

(3) Pierre Bourdrel, *La Cagoule, histoire d'une société secrète du Front populaire à la V^e République*, Paris, Albin Michel, 1992.

Il embarque à Marseille, le 18 octobre 1941, en compagnie de sa femme et de ses quatre enfants, à destination du Maroc où il a été nommé responsable des questions juives. Là, relégué dans un obscur bureau du bâtiment de la Résidence, à Rabat, il doit mettre en place une législation antisémite visant à exclure les Juifs de la vie politique, économique et sociale. Boycotté par l'administration française, ses propositions ne sont pas appliquées, et le sultan Sidi Mohammed soutient ses sujets juifs⁴. Il rentre brièvement en métropole à l'été 1942 et rencontre le responsable du Commissariat aux questions juives du gouvernement de Vichy, Louis Darquier de Pellepoix. Il retourne ensuite au Maroc où il fonde la section locale du Service d'ordre légionnaire (SOL), embryon de la Milice. À l'automne 1942, trois semaines avant le débarquement américain en Afrique du Nord, il rentre en France avec sa famille.

À Paris, Dugé de Bernonville anime la Phalange africaine. Il recrute dans les bureaux du 12 place Malesherbes, des volontaires français pour combattre les Anglais et les Américains en Afrique du Nord. Il en est le secrétaire général pour Paris. Joseph Darnand, ancien de la Cagoule et futur chef de la Milice, avait proposé cette Phalange africaine dès le 21 novembre 1942. Il s'agissait de réunir deux brigades de sept mille hommes (Français de métropole et d'Afrique du Nord) et une demi-brigade indigène, et de combattre les Alliés aux côtés des Allemands. Mais ceux-ci n'accepteront en définitive que 205 hommes « assermentés tous à la fois à Hitler et à Pétain », qui seront intégrés à la 334^e division d'infanterie allemande⁵. Envoyés sur le front en avril 1943, ils ne résisteront pas à la puissance de feu alliée, se disperseront, certains rejoignant l'Espagne, d'autres vivant dans la clandestinité. Beaucoup seront condamnés à la Libération⁶.

Dugé de Bernonville n'en fera pas partie. Resté à Paris, il y noue ses premiers contacts avec les gens du *Sicherheitsdienst* (SD), les services de renseignements des SS. Mais, pour l'heure, la création de la Milice, le 31 janvier 1943, va donner un nouveau souffle à sa carrière de collaborateur. Qu'est-ce que la Milice ? Il faut remonter un peu en arrière pour en comprendre la genèse. Après l'arrivée de Pétain au pouvoir, le nouveau pouvoir a voulu se créer une base de légitimité. Il a favorisé la Légion française des combattants, active dans les Alpes-Maritimes, « vaste et lourd rassemblement officiel maréchaliste de zone sud »⁷. Elle est dirigée par Joseph Darnand, militant d'extrême droite qui a animé les Camelots du Roy à Nice en 1928 avant de rejoindre, en 1938, la Cagoule. Ce mouvement n'est pas une structure de combat ni un parti unique de type totalitaire, au grand dam des activistes. Aussi, Joseph Darnand crée, à l'été 1941, le Service d'Ordre Légionnaire (SOL), qui sera officialisé par Vichy le 12 janvier 1942 et, avec trente mille hommes revendiqués, « opère comme force supplétive du maintien de l'ordre et comme police politique. »⁸ C'est le point de départ de la Milice, qui va devenir une force au service des Allemands et participera tant aux persécutions antijuives qu'à la chasse aux résistants. La Milice se considère comme un mouvement de rénovation nationale et regroupe les collaborateurs les plus fanatiques⁹. Elle est affectée, par Pétain lui-même, aux

(4) Robert Assaraf, *Mohammed V et les Juifs du Maroc à l'époque de Vichy*, Paris, Plon, 1997.

(5) Pascal Ory, *Les Collaborateurs 1940-1945*, Points-Seuil, Paris, 1976, p. 246 et 250.

(6) *Ibid.*

(7) *Ibid.*, p. 247.

(8) *Ibid.*, p. 49.

(9) Jacques Delperrié de Bayac, *Histoire de la Milice*, Paris, Fayard, 1969.

« missions d'avant-garde, notamment celles du maintien de l'ordre, de la garde des points sensibles du territoire, de la lutte contre le communisme. »¹⁰

Dugé de Bernonville a été nommé directeur des études à l'école des cadres de la Milice à Saint-Martin d'Uriage. Le directeur de cet institut, un nommé La Noüe du Vair, Acadien de nationalité américaine et royaliste, va entraîner Dugé de Bernonville dans un complot contre Vichy à l'été 1943. Pour les conspirateurs, il s'agit de renverser le régime de Pétain et de rétablir la monarchie. Le complot est éventé. Le 24 juillet 1943, Darnand, accompagné de 200 hommes, chasse La Noüe du Vair d'Uriage, manu militari. Réplié à Bordeaux, La Noüe du Vair crée une officine concurrente de la Milice, avant de s'engager dans la Légion des volontaires français contre le bolchévisme (LVF) le 24 mars 1944¹¹.

Dugé de Bernonville échappe à la vindicte de Darnand, peut-être en raison de ses prestigieux états de service militaire et de sa fidélité à la « cause ». À l'automne 1943, il prête serment à Hitler et figure désormais sur le régime de paie du 9^e Brandebourg, unité des *Waffen-SS*, numéro de compte 605¹². Il va désormais pouvoir montrer ses capacités en s'en prenant à la Résistance de façon impitoyable. D'abord, en participant à l'assaut contre le maquis du plateau des Glières. Il est décrit ainsi par un des hommes :

« Inlassablement, il conduit des patrouilles, visite ses postes, fait des reconnaissances. Il est présent partout, se précipite d'un bout à l'autre de son secteur, avec sa vieille guimbarde [...]. Et sa silhouette haute et mince, et son blouson blanc timbré de l'insigne de son bataillon de chasseurs sont devenus populaires dans la région. »¹³

Mais la Milice et les GMR de Vichy sont tenus en échec par les résistants dirigés par Tom Morel, et les Allemands se voient contraints d'engager des troupes. Le 26 mars 1944, trois bataillons de la *Ordnungspolizei* et des SS, et des groupes de miliciens attaquent les maquisards du plateau, qui sont écrasés. Dugé de Bernonville participe à la traque des résistants, cent quatre-vingts sont arrêtés, beaucoup sont torturés et assassinés. À la Libération, ce crime pèsera lourd dans la balance des comptes à régler...

On le retrouve en avril 1944 à la Chapelle-en-Vercors, où il attaque un groupe de résistants inférieurs en nombre aux 250 miliciens dont il dispose, fait incendier des maisons et des fermes, arrêter des otages, torturer et exécuter des résistants connus. Mais le Vercors tient bon. Dugé de Bernonville ne participera pas en juillet 1944 à l'écrasement des 3 500 maquisards rassemblés sur le plateau¹⁴. Il est vrai qu'il a mieux à faire. Avant même le débarquement, les actions de la Résistance se multiplient et les partisans de Vichy sont partagés entre une croyance irraisonnée dans la victoire finale de l'Allemagne et la conviction, au fond de leur conscience, que la défaite est inéluctable et que l'heure des comptes va bientôt sonner. D'où une aggravation de la répression et une véritable atmosphère de guerre civile en France. Bernonville y joue sa partition. Il est nommé, début mai 1944, directeur au maintien de l'ordre

(10) Pascal Ory, *op.cit.*, p. 250.

(11) Envoyé en Allemagne, La Noüe du Vair refuse de rejoindre la division Charlemagne et est employé par les Allemands au recrutement de soldats américains prisonniers dans les *Waffen-SS*. La Noüe du Vair sera tué dans un bombardement en Allemagne le 11 avril 1945.

(12) Yves Lavertu, *op.cit.*, p. 25.

(13) *Je suis partout*, 7 avril 1944, cité par Yves Lavertu, *ibid.*, p. 27.

(14) *Ibid.*, p. 28.

en Bourgogne. Entre le 14 mai et le 25 juin, Dugé de Bernonville, qui a fait procéder à cinquante arrestations en Saône-et-Loire, livre sept patriotes à la Gestapo et fait écrouer les autres. La torture est systématique, des détenus sont accrochés aux pare-chocs des voitures, brûlés à la cigarette... Les exactions se poursuivent après l'exécution à Paris, le 28 juin 1944, du journaliste collaborationniste Philippe Henriot et, alors que Dugé de Bernonville vient d'être nommé intendant au maintien de l'ordre pour la région lyonnaise. Cette nomination lui vaut, le 8 juillet 1944, d'être cité à l'ordre de la Nation¹⁵...

Dans la débâcle générale, les miliciens et leurs familles fuient la France en convois, protégés par l'armée allemande. Dugé de Bernonville quitte Lyon le 20 août 1944 pour l'Allemagne. À Paderborn, il est chargé d'une mission : se rendre en France clandestinement afin de faire sauter l'oléoduc qui ravitaille en essence l'armée américaine et les troupes françaises engagées dans l'est de la France. Parachuté avec trois autres hommes près de Melun, en Seine-et-Marne, Dugé de Bernonville se rend rapidement compte de l'inanité de sa démarche : sa mission est purement impossible. Dès le premier jour, ils abandonnent, se mettent en civil et choisissent d'échapper à la justice. La fuite de Jacques Dugé de Bernonville commence. Elle va durer vingt-huit ans.

UN MONSIEUR TRÈS RECHERCHÉ

En 1989, à la suite des révélations sur les protections que le milicien Paul Touvier avait trouvées au sein de l'Église catholique de France, le cardinal-archevêque de Lyon, Mgr Decourtray, avait demandé à une commission d'historiens de faire toute la lumière sur la question¹⁶. Dans son rapport, la commission expliquait le contexte politique et social de l'engagement des jeunes dans la milice et leur engagement catholique. « Nombre d'entre eux sont des catholiques convaincus et pratiquants, à la sensibilité intransigeante ou traditionaliste. »¹⁷ C'est également le cas de Jacques Dugé de Bernonville qui va bénéficier de l'appui des milieux ecclésiastiques tout au long de sa fuite, en France, en Espagne, peut-être aux États-Unis, de façon éclatante au Canada et, sans doute aussi, au Brésil.

La longue errance de Dugé de Bernonville commence par une fuite à travers la France de la Libération, de monastère en monastère. En janvier 1945, un mandat est formellement émis contre lui par le tribunal de Valence, dans la Drôme, sans doute en raison de sa participation à des exactions contre les maquisards du Vercors. Dès avril 1945, sa présence dans un monastère est signalée. Selon Yves Lavertu, il se serait trouvé d'abord en Haute-Savoie, puis à Passy, puis à Bétharram, dans les Pyrénées, avant de passer dans l'Espagne franquiste¹⁸. Là, on perd sa trace. Mais entre-temps, on peut imaginer que les réseaux ecclésiastiques d'aide aux fuyards ont été activés. Mais aussi des réseaux allemands. En effet, d'autres ont profité des filières des monastères¹⁹. Mais les parachutés en France, peu nombreux, dépen-

(15) *Ibid.*, p. 30-31.

(16) René Rémond et al., *Paul Touvier et l'Église*, Paris, Fayard, 1992.

(17) *Ibid.*, p. 69-70.

(18) Yves Lavertu, *op.cit.*, p. 32.

(19) Gérard Chauvy, *Histoire sombre de la milice*, Paris, Ixelles éditions, 2012, p. 330-331.

daient d'un service allemand basé à San Sebastian. On ne sait pratiquement rien de son séjour en Espagne. En novembre 1946, Jacques Dugé de Bernonville est à New York. Déguisé en prêtre, il affirme s'appeler Jacques Benoit. Comment y est-il parvenu ? Bernonville affirmera avoir quitté la France en prenant un bateau à Cherbourg, le *SS Ile de France*, le 13 novembre 1946. Cela semble extrêmement douteux. Pourquoi aurait-il choisi de se jeter dans la gueule du loup, alors qu'il pouvait partir d'Espagne²⁰ ? Néanmoins, si on accepte sa version, cela voudrait dire qu'il est resté caché tout ce temps dans un monastère, où on lui a procuré de faux papiers... et sa soutane !

Le 26 novembre 1946, il quitte New York par le train et se rend à Québec chez un nommé Joseph Kerhulu, restaurateur, qui le logera. Employé au Comptoir des liqueurs jusqu'en décembre 1946. Il s'installe en janvier 1947 à Saint-Pacôme-de-Kamouraska. Il travaille pour le compte d'Alfred Plourde, homme d'affaires qui deviendra député de l'Union nationale en 1948²¹. En fait, partout au Québec, le faux Jacques Benoit va trouver accueil et oreilles complaisantes quand il s'agira d'évoquer « le grand Pétain ». Car à défaut d'être collaborationniste, le Québec est, au moins en partie, pétainiste.

Comment expliquer cette attitude ? D'abord, le Canada français professe un catholicisme intégriste et ses élites intellectuelles ont le regard tourné vers le régime installé au Portugal par Salazar, *l'Estado Novo*. Au Québec, on trouve des analogies entre le Portugal de Salazar et le régime que Pétain s'efforce de mettre en place et qui fait à l'Église catholique une place essentielle. De plus, remarque Yves Lavertu dans son étude, « Cette élite (...) s'abreuve en France et ailleurs aux courants de pensée les plus conservateurs qui se puisse produire. On s'abonne et on lit régulièrement les grands hebdomadaires littéraires et politiques d'orientation maurrassienne tandis que la presse la moins à gauche est vue avec beaucoup de suspicion. L'antisémitisme larvé ou ouvert de ses élites s'en trouve ainsi conforté. »²²

Cette attitude n'est pas propre bien sûr au seul Québec. Il faut considérer le caractère profondément conservateur des cercles liés à l'Église dans des pays comme l'Irlande et dans de nombreux pays d'Amérique latine²³. Mais cette idéologie s'est forgée sur le long terme, le Québec recueillant au fil du temps des Français fuyant la Révolution ou, au début du XX^e siècle, des membres des ordres religieux expulsés par le très anti-clérical Émile Combes, alors ministre des Cultes. De fait, en 1940, nationalistes et cléricaux du Québec accueilleront le régime de Pétain avec faveur, pour ne pas dire avec ferveur, ce qui ne sera pas le cas des libéraux beaucoup plus favorables à de Gaulle.

Yves Lavertu a consacré un chapitre passionnant au poids du pétainisme dans la presse et les cercles politiques du Canada français²⁴, qui explique bien le mécanisme qui a permis à un individu au passé aussi chargé que Jacques Dugé de Bernonville de trouver aides, protections et complicités sur une telle échelle.

(20) Yves Lavertu, *op.cit.*, p. 32.

(21) *Ibid.*, p. 33.

(22) *Ibid.*, p. 36.

(23) Lire à ce sujet : Franck Lafarge, *l'Argentine des dictatures 1939-1983, pouvoir militaire et idéologie contre-révolutionnaire*, « Recherches et documents – Amérique latine », L'Harmattan, Paris, 1991.

(24) Yves Lavertu, *op.cit.*, chapitre II – Le Québec de Pétain – p. 35 à 54.

En fait, Dugé de Bernonville n'est pas le seul à venir s'installer au Canada. À partir de l'été 1946, des miliciens, des partisans actifs de Vichy se réfugient dans la Belle Province. Aidés à partir du printemps 1947 par Robert Rumilly, un ancien de l'Action française, installé au Québec depuis 1928, qui devient la cheville ouvrière du réseau d'aide aux « réfugiés ». Historien, biographe, membre depuis 1944 de l'Académie canadienne-française, c'est aussi un militant et un polémiste qui affiche ses idées : monarchiste, pétainiste, il exprime avec virulence sa haine des francs-maçons, son anticommunisme et son antisémitisme. Il va jouer un rôle actif en faveur de Dugé de Bernonville²⁵. Celui-ci vient d'accueillir en février, puis en mars 1947, sa femme Isabelle et trois de ses filles, Catherine, Suzanne et Chantal. Il obtient son transfert à Montréal au printemps 1947, puis à Granby, où il travaille à la compagnie franco-canadienne de produits laitiers.

Mais, en décembre 1947, il est reconnu par un résistant français : Jokelson. Juif d'origine danoise, il a connu Dugé de Bernonville quand tous deux travaillaient, au début des années 1930, pour deux sociétés de transport maritime qui avaient leurs bureaux dans le même immeuble parisien. Reconnaisant Dugé de Bernonville, Jokelson l'appelle par son vrai nom. Bernonville commet alors l'erreur de dire qu'il s'appelle désormais Jacques Benoit. Ancien du renseignement, Jokelson se pose alors des questions sur le personnage, il se met en rapport avec des amis résistants en France et avec le colonel Michel Richard, établi à Montréal. Dugé de Bernonville, démasqué, s'inquiète et essaie de prendre ses poursuivants de vitesse. En janvier 1948, il se présente avec sa famille devant l'officier d'immigration à Montréal, révèle sa véritable identité et demande à être admis avec les siens dans la citoyenneté canadienne²⁶.

Jacques Dugé de Bernonville n'est pas le seul fugitif réfugié au Canada : on trouve aussi le docteur Georges Montel, Julien Labedan, Jean-Louis Hue, André Boussat et Michel Seigneur²⁷. Mais son expulsion est programmée pour août 1948. Commence alors l'affaire Bernonville au Québec.

Le 2 septembre, Bernonville et sa famille sont arrêtés et détenus au bureau de l'immigration à Montréal. Rumilly en appelle à Camillien Houde, maire de Montréal (interné quatre ans pendant la guerre). Houde accepte de prendre la défense des Bernonville, sans connaître le rôle précis de celui-ci en France pendant la guerre. Il contacte des diplomates qui ont été à Vichy pendant la guerre, l'Amiral Leahy, ambassadeur des États-Unis, ou le représentant canadien Pierre Dupuy. Des avocats sont mis au travail. Mais, peu à peu, le portrait réel de Bernonville se révèle dans la presse anglophone et francophone. Condamné à mort par contumace par un Tribunal de Toulouse le 8 octobre 1947, l'homme est désigné pour son rôle au sein de la Phalange africaine et dans l'écrasement des maquis des Glières et du Vercors.

Ses partisans se regroupent au sein d'un « Comité pour la défense des réfugiés politiques français ». Ses adversaires se trouvent dans le milieu des anciens com-

(25) *Ibid.*, p. 55 à 57.

(26) *Ibid.*, p. 59 à 61.

(27) *Ibid.*, p. 66-67.

battants de la Seconde Guerre mondiale – ceux-là mêmes qui ont débarqué en Normandie et libéré les camps nazis –, au sein de la presse, chez les anglophones et au sein de la Communauté juive.

Les Français d'Ottawa et de Montréal sont divisés. En 1948, l'ambassadeur Francisque Gay confirme qu'aucune demande d'extradition n'a été formulée par les autorités françaises. Dugé de Bernonville est du reste reçu aux réceptions du Consul de France Ernest Triat à Montréal²⁸.

Pendant cette campagne de presse, le groupe de soutien à Dugé de Bernonville renoue avec ses obsessions, l'antimaçonnisme et l'antisémitisme²⁹. Tout un courant d'opinion reste fidèle au maurrassisme et le restera longtemps. Mais la riposte s'organise, avec notamment un député du Manitoba au Parlement fédéral, Allister Stewart, élu de Winnipeg³⁰. Petit à petit, il rassemble des informations sur les crimes de Dugé de Bernonville, sa participation aux tortures, sa complicité avec la Gestapo, lit des témoignages au Parlement fédéral le 22 février 1949³¹. En janvier 1950, les autorités canadiennes décident de réactiver le dossier. En 1951, un milliardaire texan, ancien aviateur, envisage avec d'anciens frères d'armes canadiens de capturer Dugé de Bernonville, de l'emmener en avion, via les États-Unis, à Saint-Pierre-et-Miquelon, et de le livrer aux autorités françaises³². Le projet sera rapidement abandonné.

Sur le conseil du Premier ministre Saint-Laurent, qui cherche à éviter les problèmes et qui fait savoir à Mgr Roy, archevêque de Québec, « vos amis l'ont fait entrer ici, vos amis vont le faire sortir », les proches de Dugé de Bernonville décident d'accélérer son départ³³.

Le 17 août 1951, un quadrimoteur ne faisant pas escale aux États-Unis (les Américains ne veulent pas sa présence sur leur sol) emmène Dugé de Bernonville au Brésil. À l'aéroport, on trouve sa femme, son avocat, quelques amis, des journalistes... et le Consul du Brésil, preuve que sa fuite a été organisée en haut lieu³⁴. Selon Gérard Chauvy, le couvent de San Antonio à Rio lui donne asile³⁵. La France demande son extradition au Brésil en 1952. En octobre 1956, la Cour suprême du Brésil lui accorde l'asile... La dernière étape de l'exil de Dugé de Bernonville vient d'être atteinte. Elle durera jusqu'en 1972.

LA FIN D'UN COLLABO

Arrivé au stade de cette étude, le chercheur est obligé d'avouer, faute de sources (la correspondance privée de Jacques Dugé de Bernonville, détruite ou dispersée entre de nombreux destinataires, serait certainement éclairante à plus d'un titre), qu'il est devant un dilemme. Si on en croit certains auteurs, Dugé de Bernonville aurait eu l'appui, comme on l'a vu au Canada, des milieux les plus intégristes de l'Église catholique. D'autres, au contraire, pensent qu'il a renoué des contacts avec d'anciens nazis, et non des moindres, comme Friedrich Schwend et Klaus Barbie.

(28) *Ibid.*, p. 103.

(29) *Ibid.*, p. 114 à 117.

(30) *Ibid.*, p. 125-126.

(31) *Ibid.*, p. 126 à 129.

(32) *Ibid.*, p. 168.

(33) *Ibid.*, p. 170.

(34) *Ibid.*, p. 171.

(35) Gérard Chauvy, *op.cit.*, p. 332.

Certains auteurs sérieux, comme Gérard Chauvy et Laurent Joly, ont choisi la première thèse. Dugé de Bernonville refait sa vie au Brésil, exerce d'importantes fonctions à l'Institut économique de Rio et, malgré la prescription de ses condamnations en 1967, préfère ne pas rentrer en France. Il n'est pas le seul dans ce cas, car une véritable communauté d'exilés français vit au Brésil. Ainsi, Jean Bouvyer, jeune cagouillard qui participa à l'assassinat des deux frères Carlo et Nello Rosselli, militants antifascistes tués près de Bagnols de l'Orne le 9 juin 1937. Inculpé d'assassinat, il dénonça ses complices et joua un rôle abject pendant l'Occupation. Ce jeune homme, lié d'amitié avant-guerre avec François Mitterrand, fut arrêté à la Libération. Remis en liberté provisoire le 1^{er} juin 1947, il rencontra une jeune résistante, ex-FTP, déportée à Ravensbrück et membre des services spéciaux français qui devait partir en mission au Paraguay. Ils décidèrent de fuir ensemble en Italie puis en Amérique du Sud. Jean Bouvyer fut condamné à mort par contumace le 27 novembre 1948. En 1985, lors d'une visite officielle au Brésil, le Président François Mitterrand émit le souhait de revoir son ami de jeunesse, mais celui-ci refusa pour ne pas le gêner³⁶... On peut supposer que ces fugitifs qui avaient un passé commun, un parcours identique (notamment au sein des milieux catholiques de droite), des réseaux semblables, ont pu constituer un groupe qui s'entraidait.

Mais Jacques Dugé de Bernonville a eu un rôle au sein de la milice et du maintien de l'ordre dans la région lyonnaise et on peut supposer qu'il a entretenu des liens avec un des responsables de la Gestapo de Lyon, Klaus Barbie³⁷. De là à imaginer que Dugé de Bernonville a renoué en Amérique du Sud avec Barbie et les réseaux d'anciens nazis, il y a un pas que certains n'hésitent pas à franchir, tel William Stevenson. Mais il faut bien admettre que William Stevenson³⁸, à l'instar de Ladislav Farago³⁹, Erich Erdstein⁴⁰ et, plus récemment, Danny Bez⁴¹, fait partie de ces auteurs qu'on est tenté d'écouter et de croire tant le sujet est porteur. Malgré une documentation abondante (parfois trop !), il faut bien reconnaître que leurs thèses sur les anciens nazis en fuite relèvent plus de la littérature que de l'étude historique. Pendant longtemps, la supposée fuite de Martin Bormann a été un des serpents de mer de la presse internationale au même titre que le monstre du Loch Ness ou l'abominable homme des neiges, jusqu'à ce qu'on pense avoir retrouvé son squelette en creusant des canalisations dans une rue de Berlin-Ouest, en 1972.

La traque de Martin Bormann a nourri des récits passionnants, bien écrits, mais dépourvus de toute crédibilité. Néanmoins, selon William Stevenson, Dugé de Bernonville était en lien avec Klaus Barbie et un autre officier SS, Friedrich Schwend, spécialiste chargé pendant la guerre de faire de la fausse monnaie, particulièrement des livres sterling, et d'en inonder la Grande-Bretagne pour ruiner son économie. « Bernonville aurait manifesté l'intention de publier ses mémoires, pour rendre juge le peuple français de la réalité des crimes prêtés aux nazis et sympathisants français. Le projet devait inquiéter certains membres de la Confrérie [Bormann]. »⁴²

(36) Pierre Péan, *Une jeunesse française, François Mitterrand 1934-1947*, Paris, Fayard, 1994.

(37) Sur le parcours de Klaus Barbie à Lyon, lire Tom Bower, *Klaus Barbie, itinéraire d'un bourreau ordinaire*, Paris, Calmann-Lévy, 1984.

(38) William Stevenson, *La Confrérie Bormann*, Paris, France-Empire, notamment p. 181-182.

(39) Ladislav Farago, *À la recherche de Martin Bormann et des rescapés nazis en Amérique du Sud*, Paris, Pierre Belfond, 1975.

(40) Erich Erdstein, *Les criminels de glace. Chasse aux nazis en Amérique du Sud*, Paris, Soler, 1970.

(41) Danny Bez, *Ni oubli ni pardon*, Paris, Grasset, 2007.

(42) William Stevenson, *op.cit.*, p. 182.

Certes, Dugé de Bernonville n'a jamais renoncé à ses opinions, faisant des conférences devant des groupes d'extrême droite brésiliens, et écrivant à son vieil ami Robert Rumilly qu'« il est terrible de penser que l'histoire sera réécrite uniquement par nos adversaires. »⁴³ Mais de là à l'imaginer dans les trafics des anciens nazis, il y a un pas difficile à franchir. Dans l'état actuel des choses, c'est une thèse qu'on ne peut ni confirmer ni infirmer.

Jacques Dugé de Bernonville fut retrouvé le 27 avril 1972 dans son appartement de la banlieue de Rio de Janeiro, pieds et poings liés, bâillonné, étranglé, mort. La police brésilienne accusa le fils de sa femme de ménage, un simple d'esprit du nom de Wilson Francisco de Oliveira, drogué et alcoolique. Son cadavre se trouvait sous un portrait de Philippe Pétain. Outre le crime crapuleux, certains ont donc pensé à un règlement de comptes au sein de la communauté des fugitifs nazis et collabos. Toutefois, les tenants de cette thèse associent des crimes n'ayant aucun rapport entre eux. Mais comme on ne prête qu'aux riches et que l'on connaît le rôle éminent de Klaus Barbie au sein des services secrets boliviens et des trafics d'armes, on est tenté d'y associer Dugé de Bernonville, même si ce dernier avait près de soixante-quinze ans au moment de son assassinat.

L'affaire Dugé de Bernonville se termina ainsi, de la façon la plus sordide, pour un homme qui avait été courageux au début de sa vie, mais que ses idées extrémistes et un goût certain pour la violence ont entraîné à commettre l'irréparable contre ses propres compatriotes. Puis il tomba dans l'oubli... ■

(43) Yves Lavertu, *op.cit.*, p. 13.
Lettre de Jacques Dugé de Bernonville, Rio de Janeiro, 7 février 1968.